

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

Comme cela a si souvent été le cas pour les provinces, lorsqu'elles ont eu à négocier avec ce gouvernement particulièrement parcimonieux, l'opposition elle aussi aujourd'hui se fait dire que c'est à prendre ou à laisser. Adopter ce bill, c'est accepter quelque chose qui, à notre avis, est loin d'être parfait et, plus encore, quelque chose que nous n'imposons jamais aux provinces, si nous étions au pouvoir. Mais nous y opposer sans condition nous mettrait dans une situation tout aussi difficile. Car il n'y a pas de doute que ce bill représente une évolution de la politique et du système constitutionnel canadiens qui a des conséquences de grande portée pour nos institutions parlementaires et pour les rapports entre le Parlement et la population canadienne.

L'ancien chef de mon parti, le député d'Halifax (M. Stanfield), a déclaré récemment à Edmonton que la Chambre des communes était la seule tribune véritablement nationale du Canada, car elle était composée de gens de toutes origines sociales et de toutes les régions de ce grand pays. Malgré cela, la Chambre des communes a eu très peu, sinon rien à dire dans la rédaction de ce bill ou même dans tout le débat constitutionnel qui se déroule au Canada, en particulier depuis que le premier ministre actuel est arrivé au pouvoir en 1968. C'est là, à mon avis, l'une des principales raisons de l'échec de ce débat qui s'est conclu par le rejet de la Charte de Victoria, et c'est pourquoi je pense que le désir du premier ministre de rapatrier la constitution, avant de s'être mis d'accord sur une formule d'amendement, se soldera lui aussi par un échec. Des sujets aussi importants ne peuvent pas se discuter uniquement au niveau de l'exécutif et des hauts fonctionnaires sans demander l'avis des députés qui représentent les Canadiens à la Chambre des communes ainsi que des corps législatifs provinciaux.

Le professeur Donald Smiley a qualifié le genre de discussions que le premier ministre, le ministre des Finances ou le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avaient avec leurs homologues provinciaux et avec les hauts fonctionnaires de «fédéralisme de dirigeants».

● (2100)

Le bill C-37 est un autre exemple de ce qui est ni plus ni moins que de la diplomatie fédérale-provinciale, la Chambre des communes n'étant guère plus qu'une machine à entériner ce qui pourrait être décrit comme un traité entre gouvernements étrangers.

Tout ce processus de fédéralisme exécutif, de discussions constitutionnelles aux niveaux seulement les plus élevés et, dans la plupart des cas, les plus lointains de gouvernements rabaisse la Chambre des communes, rend l'opposition inutile et contribue à un sentiment de confrontations aux niveaux élevés entre les étoiles politiques qui y accroissent au lieu de réduire les forces centrifuges inhérentes aux régimes fédéraux de gouvernement.

C'est de ce point, l'habitude qu'a le gouvernement d'opposer une région à une autre à son propre avantage, que je voudrais parler ce soir. En tant que politicien fédéral venant de l'Ouest,

[M. Hnatyshyn.]

j'estime que je manquerais à mon devoir envers mes commettants et mes collègues ici à la Chambre des communes si je ne portais pas à l'attention du gouvernement, comme je l'ai fait, le sentiment qui existe dans l'Ouest au sujet de l'état de choses que nous retrouvons dans notre gouvernement national.

Il est très facile de rejeter ce sentiment d'hostilité comme la manifestation de griefs contre un gouvernement lointain à Ottawa qui a très peu d'appui électoral dans l'Ouest. Je vois toutefois le grief se transformer, de critique du gouvernement libéral, en critique de la Confédération elle-même. Comme je l'ai signalé, jusqu'ici, le mouvement séparatiste dans l'Ouest a été superficiel et limité à quelques mécontents, mais il est troublant pour un député fédéral et membre d'un parti qui préconise un Canada fort et uni où les différences régionales et culturelles sont enrichies par les contacts qui s'établissent partout au pays, de voir la réaction émotive que de tels propos séparatistes provoquent chez bien des gens.

Les politiciens et les universitaires ont tendance à sous-estimer la valeur et la force des symboles dans la culture politique d'un pays. Malheureusement pour les tenants du fédéralisme, les symboles qui sont associés à cet idéal sont, dans bien des régions du pays, en train d'être affaiblis et attaqués comme n'ayant plus de valeur et nuisant même aux aspirations légitimes des citoyens de ces régions.

Il est difficile de blâmer qui que ce soit, vu la complexité et l'ambiguïté du problème, mais assurément le gouvernement fédéral ne doit pas exacerber ce mécontentement par ses rigueurs fiscales, son refus obstiné de modifier des politiques qui nuisent à certaines régions—par exemple sa politique de transport dans l'Ouest ou peut-être la télédistribution dans la province de Québec et ailleurs—et son désir de transmettre aux provinces, comme le dirait mon collègue de Fundy-Royal (M. Fairweather), le fardeau fiscal que suppose l'application de certains programmes qu'il a lui-même instaurés.

Comme le chef de mon parti l'a souligné dans son discours préliminaire, ce bill ne représente pas le sens réel de la Confédération mais plutôt la façon dont fonctionne notre régime fédéral. Ce qui est important dans cette mesure, ce n'est pas tellement l'accord entre les provinces et le gouvernement central sur le partage des revenus, mais plutôt la façon dont ce bill a été conçu: il a été conçu en vase clos, imposé aux provinces et ensuite soumis à l'approbation du Parlement comme un fait accompli.

Je veux reprendre à mon compte la déclaration de mon chef et j'invite le gouvernement à considérer, durant le reste de son mandat, les relations fédérales-provinciales d'une façon totalement différente. Autrement, nous éprouverons toutes sortes de problèmes d'ici les prochaines élections mais, après ces élections, je peux assurer aux députés qu'un gouvernement conservateur veillera avec soin aux intérêts des régions de notre pays pour le plus grand bien de tous.

Des voix: Bravo!